

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION**

**UN NOUVEAU PROGRAMME POUR LE COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA
RÉGLEMENTATION : QUESTIONS POUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES, 2010-12**

MANDAT DU COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION

2ème session du Comité de la politique de la réglementation

14-15 avril 2010

Centre de conférence de l'OCDE, Paris

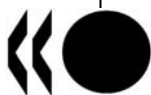
Le nouveau programme pour le Comité de la politique de la réglementation : Questions pour les trois prochaines années, 2010-12 ainsi que son mandat sont présentés pour information. Le mandat existe également sous la cote [C(2009)171].

Pour plus d'information, veuillez contacter M. Josef Konvitz (josef.konvitz@oecd.org; +33 (0) 1 45 24 97 47) ou M. Nick Malyshev (nick.malyshev@oecd.org; +33 (0) 1 45 24 16 69).

JT03280210

Ta 96001

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format



UN NOUVEAU PROGRAMME POUR LE COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION : QUESTIONS POUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES, 2010-12

Le Comité mettra l'accent sur la pluridisciplinarité et la prospective...

Le mandat du nouveau Comité de la politique de la réglementation (CPR) reflète l'évolution du domaine de la politique réglementaire et les difficultés auxquelles les autorités doivent aujourd'hui faire face. Il demande au Comité de privilégier *une approche horizontale intégrée et pluridisciplinaire pour travailler en faveur de la qualité de la réglementation ... et faire en sorte que l'Organisation dans son ensemble se fasse l'avocat des pratiques et politiques réglementaires les mieux éprouvées*. Pour exploiter au mieux les avantages de la réglementation sectorielle, l'un des objectifs stratégiques centraux est de définir les questions et les secteurs où les travaux du Comité pourraient apporter le plus aux partenaires de l'OCDE.

... et favorisera la politique réglementaire pour le bien commun, et non pas seulement des intérêts sectoriels.

L'optique « transversale » lancée par l'OCDE pour appréhender la réglementation et améliorer l'environnement réglementaire est un atout qu'il importe d'exploiter. Elle fait le lien entre la politique réglementaire et la bonne gouvernance pour ancrer la politique réglementaire comme caractéristique permanente de l'administration, une caractéristique qui détermine son efficacité générale et son aptitude à répondre aux attentes des citoyens. Elle permet aussi de tenir compte de l'ensemble des avantages de la concurrence sur les marchés et de l'ouverture des économies. Les décisions relatives au bon usage de la réglementation doivent se prendre dans l'optique générale du bien-être de la collectivité, notamment du développement durable, et non pas se définir plus étroitement comme un élément des politiques sectorielles ou la défense d'intérêts catégoriels.

Cet effort doit s'appuyer sur les principes existants...

La *Recommandation du Conseil concernant l'amélioration de la qualité de la réglementation officielle* (1995) reste une référence mondiale, applicable à l'ensemble des secteurs. Pour élargir l'application du programme de politique réglementaire, les *Principes directeurs de l'OCDE pour la qualité et la performance de la réglementation* (2005) s'appuyaient sur l'expérience des vingt pays qui étaient alors examinés, pour s'intéresser de plus près à l'appui politique ; à la cohérence de l'action menée et à la coordination des différents niveaux d'administration ; à l'évaluation *ex ante* des mesures proposées ; à la politique de la concurrence applicable aux réseaux de services publics ; à l'ouverture des marchés ; à la conscience des risques ; et à la mise en œuvre des politiques suivies. Ces éléments restent pertinents, mais le champ couvert doit être élargi compte tenu de l'expérience récente, des nouveaux examens et du mandat général du Comité. Par exemple, les principes pourraient donner aux pays des orientations complémentaires pour l'intégration effective des risques dans la politique réglementaire, la cohérence de la réglementation à plusieurs niveaux et la gestion de la diversité des parties prenantes.

... et la dynamique de la mise en place d'appareils réglementaires éprouvés.

Pour de nombreux pays, la réforme de la réglementation est encore une discipline nouvelle, et la période d'apprentissage risque d'être courte. Les examens de l'Australie et des capacités de gestion de la réglementation dans quinze États membres de l'Union européenne indiquent un certain nombre de domaines prioritaires d'action pour la réforme de la réglementation qui n'ont pas encore été pleinement étudiés. Parmi ces domaines, il faut citer : les liens avec les objectifs de l'action sociale, l'évaluation

d'impact sur le développement durable et un recentrage sur le citoyen ; les questions qui se posent entre différents niveaux d'administration et entre deux pays ou plus ; l'intégration dans les programmes de développement économique, notamment l'action en faveur de l'innovation et la politique d'investissement ; la réforme de la fonction publique et les mécanismes budgétaires ; et l'effort de cohérence avec l'élaboration de l'action publique, par exemple les objectifs généraux en matière d'environnement et de changement climatique.

La crise financière et les difficultés mondiales naissantes mettent en relief le passage de la gestion de la réglementation à la gouvernance réglementaire ...

Les instruments, les politiques et les institutions de gestion de la réglementation restent à la base des mesures prises dans l'administration en faveur de la qualité de la réglementation, mais le domaine de la politique réglementaire est dynamique et un effort de gestion ne suffit pas à lui seul. La crise financière a montré les conséquences d'un échec des mécanismes autorégulateurs sur les marchés mondialisés. Du fait de la prise de conscience que la réalisation de l'optimum social dépend de la coopération des institutions privées et des administrations publiques, le centre d'intérêt s'est déplacé de la *gestion* de la réglementation à la *gouvernance* réglementaire. L'État administre aujourd'hui moins de secteurs, mais il réglemente davantage. La confiance dans l'efficacité des méthodes privées influera de plus en plus sur les limites de l'intervention publique réglementaire. Les autorités devront disposer de meilleures méthodes pour évaluer les limitations et les possibilités de la réglementation d'origine mixte, *privée* et *publique*.

... et la nécessité que la gestion des risques se fonde à la fois sur le rôle du secteur public et sur le rôle du secteur privé.

Les modes de gouvernance du secteur privé sont une composante nécessaire de la gouvernance réglementaire et une caractéristique de la réglementation axée sur les risques. Un effort de gouvernance réglementaire doit s'appuyer sur le développement des caractéristiques d'une réglementation réceptive, l'organisation institutionnelle des autorités réglementaires et les méthodes de contrôle du secteur privé et des tiers, notamment l'intérêt de l'autorégulation. La gouvernance réglementaire passe aussi par l'efficacité de la relation qui unit les autorités réglementaires et les assujettis pour assurer la protection des citoyens, les effets d'incitation sur le détournement de la réglementation et le développement de réseaux pour la coordination mondiale des stratégies réglementaires. Il faut aussi mesurer le degré d'adoption de mécanismes de contrôle de qualité par les organismes normalisateurs privés.

Une stratégie de gouvernance est fondamentale pour assurer la cohérence de l'action ...

Du fait de la crise et de problèmes tels que le changement climatique, on attend plus encore d'appareils réglementaires solides qu'ils permettent de prévenir plus efficacement une autre crise grave. C'est l'occasion de mieux exploiter les possibilités et la pertinence de la politique réglementaire. Cette tâche est d'autant plus délicate que les objectifs des pouvoirs publics se compliquent, touchent de plus en plus souvent à des problèmes mondiaux et visent des catégories diversifiées. Il est nécessaire que les autorités poursuivent une stratégie de cohérence de leur action, et les instruments ou institutions réglementaires sont conçus pour aider les décideurs dans cette voie.

... et la coopération réglementaire internationale visant un monde en réseau et des marchés mondiaux.

L'intégration croissante des marchés internationaux met en relief les risques systémiques mondiaux. L'OCDE offre une tribune sans équivalent pour favoriser la qualité de la réglementation dans le cadre de la coopération réglementaire internationale et la définition concertée d'un programme d'action réglementaire. Ce domaine est très complexe, car il fait intervenir de multiples institutions et se trouve soumis à l'influence d'intérêts nationaux et catégoriels ; il y a place pour un dialogue sur les politiques à suivre afin d'appliquer les leçons de l'expérience aux difficultés naissantes que rencontrent les décideurs. C'est un effort à long terme qui se justifie dans de nombreux secteurs.

L'importance de communiquer sur l'intérêt de la réforme est trop souvent négligée...

Il est difficile de mobiliser pour les réformes parce que leurs bienfaits sont diffus et n'apparaissent qu'à moyen terme, alors que les groupes de pression susceptibles d'y perdre sauront exprimer leur opposition. Les stratégies de communication doivent être axées sur la recherche d'un courant porteur de la réforme, en montrant les coûts et les avantages de la réforme. L'enseignement des programmes de réduction des charges administratives est que les initiatives de réforme qui se concrétisent par des résultats tangibles emportent l'adhésion. L'un des moyens de réussir la réforme est de savoir doser les efforts de sensibilisation et d'analyse pour montrer quels changements de la réglementation seront bénéfiques. Un appui politique est nécessaire à la réforme de la réglementation, mais les responsables politiques doivent être eux-mêmes convaincus des bienfaits potentiels de la réforme pour s'exposer au risque politique de veiller à l'amélioration et à la pérennité de la qualité de la réglementation.

...et mieux comprendre les effets économiques de la réglementation peut donc favoriser la réforme.

La réglementation réaffecte des ressources du secteur privé à la réalisation des objectifs des autorités publiques. La réglementation peut se substituer aux mesures budgétaires, voire remplacer la fiscalité directe avec efficacité. Toutefois, les contraintes budgétaires risquent d'inciter à la réglementation, ce qui transfère des coûts et des charges administratives supplémentaires au secteur privé. Le choix du bon dosage de réglementation, de fiscalité et de dépense pose un problème d'analyse et de décision politique. Aucun pays ne mesure bien les coûts économiques de la réglementation. L'application du modèle des coûts standard à l'estimation des coûts administratifs a été un puissant instrument de comparaison des possibilités d'économies qu'offrent les réformes. Il est opportun d'examiner l'efficacité des modèles de budgétisation de la réglementation pour estimer et maîtriser le coût de la réglementation. Toutefois, on ne saurait se contenter d'une équation de coût ; il importe également de démontrer les bienfaits d'une réglementation de qualité.

L'expérience de l'examen collégial est l'atout central de l'OCDE et doit rester prioritaire, d'où...

Le mécanisme de l'examen collégial est pour l'OCDE un facteur sans équivalent d'avantage comparatif. Donnant accès à la pratique de trente-et-un pays et des principales économies du G20, les examens collégiaux renforcent l'intérêt des travaux de l'OCDE pour les différents pays étudiés et livrent aux autres des enseignements généraux. La pertinence de l'analyse horizontale de l'OCDE, qui tient compte des différences culturelles et institutionnelles, est un autre atout. La pertinence et l'impartialité politiques du mécanisme de l'examen collégial viennent étayer la qualité des études de l'OCDE et distinguent les conclusions de l'OCDE de celles des travaux d'analyse universitaires.

... des thèmes et des questions à approfondir...

Les examens révèlent des thèmes dont l'importance grandissante justifie une étude approfondie. La gouvernance réglementaire à plusieurs niveaux qui, du point de vue économique, peut grandement contribuer à l'efficacité des marchés infranationaux est un thème relativement peu étudié dans les pays membres de l'OCDE. De plus, l'exécutif ne doit pas être le seul centre d'intérêt. Les examens de l'OCDE soulignent la part que prennent les pouvoirs législatif et judiciaire à la qualité de la réglementation. De futures études de l'OCDE pourraient se pencher sur l'organisation de la surveillance de la réglementation pour tenir compte des liens qui unissent des acteurs d'origine diversifiée, notamment de l'exécutif, du parlement, des collectivités infranationales et de l'extérieur du secteur public.

Les examens par pays lancés en 1998 comprenaient une composante de base centrée sur la gestion de la réglementation, les échanges et la concurrence. Ces évaluations pluridisciplinaires associaient un examen des réformes structurelles et leurs liens avec le développement économique, par exemple dans les domaines de l'énergie et des télécommunications. Autres thèmes traités : l'environnement, l'enseignement supérieur, les autorités réglementaires sectorielles et la sécurité alimentaire. Vingt-quatre examens de ce type ont été réalisés à ce jour. L'examen des réformes structurelles restera utile à un certain nombre de pays membres et non membres, mais il pourrait s'étendre à la réforme de la réglementation d'autres secteurs, par exemple les services financiers et les marchés du travail.

... et de nouvelles formules à étudier ...

Une nouvelle formule d'examen collégial pourrait être centrée sur une étude plus pratique de l'application réelle des mécanismes et des initiatives pour la qualité de la réglementation au niveau national et dans les différents domaines de l'action des pouvoirs publics. Cette formule pourrait s'inspirer, par exemple, de la méthode suivie pour l'examen en 2007 du programme de simplification administrative des Pays-Bas, qui en avait étudié la réussite, et pour l'examen en 2008 de la simplification administrative au Portugal, mais en privilégiant l'échange et l'apprentissage collégiaux, résultats confirmés à l'appui.

Les examens de ce type permettraient l'étude détaillée de programmes précis et de questions thématiques tels qu'ils sont appliqués dans un certain nombre de pays choisis. Parmi les sujets possibles, on citera l'application de l'AIR à des domaines particuliers de l'action des pouvoirs publics (comme l'environnement, le gouvernement d'entreprise ou la politique de la santé) ; l'utilisation de la gestion des risques dans les stratégies visant le respect des normes ; et l'application de stratégies de réduction des charges administratives à des secteurs précis de l'action des pouvoirs publics, par exemple la fiscalité.

La programmation d'examens réguliers de la gestion de la réglementation pourrait porter sur tous les pays de l'OCDE à tour de rôle. Le Secrétariat devrait à cet effet « suivre » les pays, ce qui présenterait l'avantage d'offrir une mise à jour continue des performances nationales. Le cadre d'analyse actuel des examens des capacités de gestion de la réglementation de quinze États membres de l'UE tient compte des Principes de l'OCDE et des principaux éléments de la politique de l'Union européenne *Mieux légiférer*. Il pourrait servir de point de départ pour une formule d'examen allégée, même s'il faut procéder à quelque rationalisation du champ et de l'échelle de l'étude. La durée optimale du cycle de ce type d'examen doit correspondre à une évolution significative des stratégies nationales de réforme de la réglementation, entre deux et cinq ans par exemple.

... qui déboucheront sur une batterie d'indicateurs nationaux plus rigoureuse et plus instructive.

L'OCDE a la réputation internationale d'être une source irremplaçable de données sur le secteur public. La méthode d'autoévaluation qui a servi lors de l'enquête sur les indicateurs de la pratique de gestion de la réglementation dans les pays de l'OCDE s'est perfectionnée lors de l'examen collégial externe de 2009, ainsi qu'au moyen des informations de l'UE 15 et d'autres examens. Des examens allégés réguliers pourraient étoffer les bases de données des indicateurs et en intensifier l'exploitation aux fins de comparaisons internationales. Il conviendrait aussi d'étudier les possibilités qu'offrent les enquêtes d'opinion et l'analyse des sources tierces afin de répondre à la demande de données de meilleure qualité sur les effets de la réglementation et l'efficacité des mesures de réforme.

La simplification administrative, si importante soit-elle, doit s'inscrire dans un programme complet pour la qualité de la réglementation...

De nombreux pays de l'OCDE ont adopté des programmes d'allègement des charges administratives qui visent à réduire le coût pour les entreprises de respecter les obligations déclaratives imposées par l'administration. Ces programmes font partie des mesures de simplification destinées à mettre à jour le stock de réglementation et à renforcer la sécurité juridique, préoccupation essentielle des entreprises. Les programmes de simplification jouissent d'un large soutien politique, peut-être parce qu'ils permettent de montrer des avantages mesurables pour les entreprises et ne mettent pas en cause les objectifs prioritaires des autorités. Les pays en étendent aujourd'hui l'application aux charges qui pèsent sur les particuliers et aux coûts généraux qu'entraîne le respect des normes. L'investissement des administrations dans les programmes de simplification administrative doit s'inscrire dans une stratégie générale de gestion de la réglementation où tous les coûts et avantages de la réglementation sont examinés. Pour de nombreux pays, membres de l'OCDE ou non, l'investissement dans la réduction des charges administratives est un atout qui peut donner assise à des programmes généraux de gestion de la réglementation et renforcer la productivité. C'est un créneau très porteur qu'il faut encourager. La contribution de l'OCDE peut se poursuivre par la diffusion des bonnes pratiques et l'étude des voies qui mènent à d'autres initiatives de réforme, notamment pour affiner l'analyse *ex ante* et *ex post* de la réglementation.

... et la réforme de la gouvernance réglementaire à plusieurs niveaux présente aussi un intérêt économique.

La plupart des activités menées par l'OCDE à ce jour se sont concentrées sur les administrations centrales. D'où le manque d'attention pour l'importante contribution des administrations infranationales à l'adoption d'une meilleure pratique réglementaire. L'OCDE doit aider les autorités nationales à coordonner leurs stratégies et à lancer des programmes de qualité et de réforme de la réglementation au niveau des États et des autorités régionales, ainsi qu'à étudier les programmes concertés qui englobent les administrations fédérales et celle des États. Par exemple, les réponses des autorités à la crise soulignent l'importance de la rapidité et de l'efficacité des mécanismes réglementaires à tous les niveaux. Cependant, une réglementation uniforme n'est pas nécessairement optimale. Le Comité pourrait réfléchir aux conditions les plus favorables d'une émulation des politiques suivies compte tenu de la diversité culturelle et institutionnelle des pays de l'OCDE ; au choix des instruments en fonction de la situation ; et aux moyens de tirer le meilleur parti de différentes organisations des pouvoirs publics et d'en réduire les risques.

Il faut dans l'administration un changement d'état d'esprit si l'on veut concrétiser les bienfaits du programme de politique réglementaire ...

La gouvernance réglementaire est fondamentale pour la réforme du secteur public. Les autorités ont pour but de mettre en place les capacités collectives de réaliser des objectifs publics¹. Les administrations doivent canaliser l'intelligence collective pour cerner et résoudre les problèmes, encourager l'innovation sociale et promouvoir l'adaptabilité par une conception participative des décisions relatives à l'action publique. Cette ambition suppose un changement d'état d'esprit, quitte à s'écarter du principe classique « réglementer d'abord, s'interroger ensuite ». Comment y parvenir ? L'une des contraintes à surmonter est la résistance à la réforme, voire la saturation de l'administration publique, qui semblent omniprésentes.

... car l'intégration de l'évaluation d'impact dans l'élaboration des politiques semble se heurter à une résistance permanente.

Il est nécessaire d'examiner de plus près les principes de la politique réglementaire pour savoir s'ils vont au cœur de l'élaboration de l'action publique. Dans l'ensemble du secteur public, les contraintes budgétaires ajoutent à l'impératif d'efficacité de l'action. Une stratégie fondée sur des observations factuelles renforce la cohérence de l'action, car elle fait apparaître les liaisons et permet de comparer les différentes lignes d'action envisageables, mais l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) passe pour un mode d'analyse froid, rationnel et linéaire qui ne correspond guère à la réalité vécue de l'élaboration de l'action publique, avec les négociations et les compromis politiques qu'elle suppose. Les éléments des systèmes d'AIR recommandés par l'OCDE doivent permettre de tenir compte, pour y remédier, de quelques-uns des aspects plutôt régressifs des mécanismes réels d'élaboration de l'action publique, mais une meilleure connaissance des moyens d'intégrer l'AIR dans l'élaboration des politiques sous différents contextes institutionnels la rendrait plus acceptable et plus influente. L'AIR doit aussi tenir compte des conséquences sociales. Une analyse coût-avantages complète permettrait d'évaluer l'incidence sur le bien-être social net, compte tenu des effets redistributifs.

L'évaluation d'impact doit s'inscrire dans le débat et l'examen des politiques à suivre et les faciliter, sans nuire à la responsabilité politique. L'évaluation des politiques existantes par l'analyse d'impact *ex post* est nécessaire, elle aussi, pour s'assurer que la réglementation est efficace. En outre, elle peut être plus efficace que l'analyse *ex ante* pour éclairer le débat permanent sur l'action à mener. Les procédures d'analyse *ex post* sont appliquées lorsque l'urgence de réponses réglementaires a diminué et elles viennent éclairer la conception de nouvelles mesures.

1. Mme Jocelyne Bourgon, Présidente émérite, École de la fonction publique du Canada, et ancienne Ambassadrice, Délégation du Canada auprès de l'OCDE. *The History and Future of Nation Building ? Building Capacity for Public Results*, Finlande, 7 juillet 2009.

De meilleurs services réglementaires permettront d'apporter davantage aux citoyens.

Les régulateurs sont « l'extrémité vécue du circuit » pour les entreprises et les particuliers. Les gains d'efficacité des régulateurs seront appréciés concrètement par les citoyens. Les régulateurs auraient beaucoup à gagner de l'échange de stratégies axées sur les risques pour veiller au respect des normes, réduire leur coût pour les entreprises et renforcer l'efficacité de la réglementation. Si les régulateurs maîtrisent mieux la conception de la réglementation et peuvent agir en « architectes » pour tenir compte des réactions aux mesures d'incitation, les catégories visées par la réglementation verront leur sort s'améliorer.

Les modes de communication en réseau de Web 2.0 ouvrent à la politique réglementaire de nouvelles perspectives qui influenceront sur les rapports des autorités réglementaires et des assujettis, pour plus de transparence.

Les applications Web 2.0 qui facilitent l'échange interactif d'informations, l'interopérabilité, la conception et la collaboration centrées sur l'utilisateur sont devenues monnaie courante. Un examen de l'exploitation de Web 2.0 doit s'inscrire dans une analyse générale des meilleures pratiques en faveur de la transparence. Ces instruments permettent d'atteindre rapidement un grand nombre de personnes à faible coût, ce qui est favorable aux démarches ascendantes mobilisant des groupements d'intérêts catégoriels, comme en témoigne l'effet d'organisation des sites de réseaux sociaux sur le résultat des élections aux États-Unis. Ils changent déjà les moyens de communication classiques entre les acteurs du secteur public, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile. Même s'il ne s'agit que d'un aspect des défis que les pays doivent relever pour favoriser la transparence de la réglementation, on tient dès maintenant à mieux comprendre comment ces instruments peuvent améliorer la gouvernance publique par une plus forte participation des citoyens. L'OCDE doit agir rapidement si elle compte se montrer utile et répondre à la rapidité d'évolution de ces instruments.

Le nouveau Programme de travail pourra déboucher sur de nouvelles recommandations pour la politique réglementaire.

Les *Principes directeurs de l'OCDE pour la qualité et la performance de la réglementation* (2005) doivent être révisés pour refléter le nouveau domaine de convergence des activités du Comité et son intérêt élargi à de multiples autorités publiques dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Les *Principes* de 2005, s'appuyaient sur les *Recommandations de l'OCDE pour la réforme de la réglementation* (1997) et la *Recommandation du Conseil concernant l'amélioration de la qualité de la réglementation officielle* (1995), compte tenu du partenariat du Groupe de travail sur la gestion de la réglementation et de la réforme réglementaire, du Comité de la concurrence, et du Comité des échanges. Parmi les défis à relever aujourd'hui, on citera les conséquences de la crise de 2008, l'évolution des institutions mondiales, la gestion des risques en matière réglementaire, ainsi que des questions complexes, par exemple le changement climatique et l'innovation, qui influent sur la prospérité des nations. L'élaboration de nouveaux principes doit refléter l'optique transversale plus large du Comité et les nouvelles liaisons partenariales établies au sein de l'OCDE.

ANNEXE : MANDAT DU COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION

Mandat : Résolution du Conseil relative au mandat du Comité de la politique de la réglementation [C(2009)171] et CORR1 adoptée lors de sa 1209ème session tenue le 11 décembre 2009.

“LE CONSEIL,

Vu les articles 1 et 2 de la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques du 14 décembre 1960 ;

Vu le Règlement de procédure de l'Organisation ;

Vu la Résolution du Conseil établissant un nouveau Comité de la politique de la réglementation [C/M(2009)21/PROV, point 240], suite aux recommandations formulées par le Comité d'évaluation en profondeur dans son évaluation du Groupe sur la politique de la réglementation [C(2009)36 et CORR2/REV1] et proposant la création d'un nouveau comité remplaçant à la fois le Groupe de travail sur la gestion de la réglementation et la réforme réglementaire et le Groupe sur la politique de la réglementation ;

Vu le projet de Résolution du Conseil concernant le mandat du Comité de la politique de la réglementation [C(2009)171] ;

Reconnaissant que la politique de la réglementation est un élément clé des politiques économiques et sociales et de la bonne gouvernance, et que les instruments réglementaires sont l'un des leviers par lesquels les gouvernements agissent pour promouvoir la prospérité économique, améliorer le bien-être et répondre à l'intérêt général ;

Reconnaissant le rôle de l'OCDE dans le développement des politiques, des outils et des institutions garantissant la qualité de la réglementation ;

Reconnaissant que la réforme du mode de réglementation est un processus dynamique de long terme et est une responsabilité qui engage l'ensemble des administrations avec le soutien du niveau politique le plus élevé pour améliorer la performance, l'efficacité et la compétitivité des économies nationales et leur capacité d'adaptation au changement ;

Reconnaissant que la conception et la mise en œuvre des politiques publiques tireront bénéfice d'une plus large prise en compte de la qualité de la réglementation ;

Reconnaissant que les attentes concernant ce qui doit être réglementé par l'État, et selon quelles modalités, continuent d'évoluer en fonction des conditions économiques, de l'innovation technologique et des changements de priorités, et que les gouvernements se doivent de mettre en œuvre des principes, des politiques et des pratiques répondant aux impératifs du « mieux légiférer » face à des enjeux nouveaux et complexes comme le changement climatique, le vieillissement et la croissance verte ;

Reconnaissant que les gouvernements se doivent d'améliorer la prise de décision objective fondée sur les faits, d'appliquer des alternatives à la réglementation quand ceci est approprié, d'anticiper les risques et les urgences, et de se garder d'une réglementation qui soit inutilement prescriptive et excessive pour l'élaboration des politiques nationales, dans un cadre de plus en plus international ou multi-niveaux ;

Reconnaissant que les gouvernements ont besoin d'évaluer les incidences des réglementations en cours d'élaboration ou en vigueur pour en accroître les effets bénéfiques, d'alléger la charge administrative supportée par les entreprises, les administrations publiques et les citoyens, et de s'assurer que le stock de réglementations est à jour ;

Reconnaissant l'intérêt mutuel à engager des non-Membres dans les travaux de l'OCDE sur la politique de la réglementation ;

DÉCIDE :

A. Le Comité de la politique de la réglementation est investi du mandat suivant :

I. Objectifs

a) L'objectif du Comité de la politique de la réglementation est d'aider les Membres et non-Membres à établir et renforcer leur capacité à œuvrer pour la qualité et l'adaptation de la réglementation.

b) Les objectifs intermédiaires du Comité sont les suivants :

- i. promouvoir une approche horizontale intégrée et pluridisciplinaire pour travailler en faveur de la qualité de la réglementation afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et en favoriser la cohérence ;
- ii. apprécier la capacité de la réforme réglementaire à contribuer au bien-être, à la croissance durable, à l'innovation et à l'équité, et développer des moyens efficaces d'évaluation et de gestion des risques, en collaborant avec d'autres directions impliquées dans le processus et en tirant parti de leurs travaux ;
- iii. examiner les relations entre les autorités réglementaires et les entités concernées, ainsi que les dispositifs institutionnels régissant les processus réglementaires au sein des administrations, afin de renforcer l'engagement vis-à-vis du public et d'améliorer le respect de la réglementation ;
- iv. promouvoir une prise de décision fondée sur une analyse objective des faits et sur la transparence du processus réglementaire en vue de créer une réglementation accessible, prévisible et adaptable ;
- v. évaluer et améliorer les systèmes, outils et structures de gestion de la réglementation conçus de telle sorte qu'elle serve de manière efficace et efficiente les objectifs des politiques et en améliore les résultats, notamment en utilisant les études d'impact ex ante de la réglementation et l'évaluation ex post, et en établissant et en mettant à jour un ensemble de données et d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs ;
- vi. évaluer et fournir des recommandations sur les composantes de la qualité réglementaire qui influencent la façon dont les réglementations sont conçues, adoptées et mises en œuvre, ainsi que sur le fonctionnement des autorités réglementaires des Membres et non-Membres, au moyen d'examen par les pairs, d'études comparatives et de recensement des bonnes pratiques, et promouvoir une large diffusion des enseignements et exemples de référence qui s'en dégagent, notamment sous la forme de lignes directrices et principes ;
- vii. identifier les défis actuels et émergents de la politique de la réglementation et élaborer des stratégies pour y faire face en offrant un forum pour le dialogue sur les politiques, la coopération et l'échange entre les responsables des politiques de la réglementation des Membres et non-Membres, ainsi qu'avec les autres acteurs concernés, notamment les organisations et institutions internationales, le secteur privé et la société civile.

II. Dispositifs de coopération

- a) Le Comité coopérera avec les autres comités de l'OCDE (notamment, mais pas exclusivement, les Comités de la gouvernance publique, des échanges, de la concurrence et de l'investissement) sur les questions de qualité et de réforme de la réglementation, afin de promouvoir une perspective multisectorielle et faire en sorte que l'Organisation dans son ensemble se fasse l'avocat des pratiques et politiques réglementaires les mieux éprouvées ;
- b) Le Comité veillera à une collaboration particulièrement étroite avec le Comité de la gouvernance publique ;
- c) Le Comité se tiendra informé des activités ayant trait à la politique de la réglementation et à la réforme réglementaire menées dans d'autres organisations internationales, ainsi qu'au sein de l'Union européenne ; il assurera le développement, dans la mesure du possible, de partenariats avec ces organisations pour instaurer des synergies effectives ;
- d) Le Comité prendra en considération les points de vue et les suggestions du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) ainsi que de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) et des autres principaux acteurs ;
- e) Le Comité encouragera les non-Membres à participer à ses travaux (notamment en entreprenant des examens nationaux et en contribuant aux études thématiques) et à mettre en œuvre ses recommandations et ses bonnes pratiques.

B. Le mandat du Comité de la politique de la réglementation restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014, à moins que le Conseil n'en décide autrement, notamment à la lumière de l'examen du fonctionnement du nouveau Comité par le Comité d'évaluation qui aura lieu deux ans après sa création."